

# L'AVENIR DU CANTAL

Journal de la Fédération du Parti Radical & Radical-Socialiste

Fondateur 1880 :

AUGUSTE BANCHAREL

Téléphone 332

ORGANE D'UNION DES GAUCHES

Téléphone 332

Directeurs :

A. ROBERT & F. ROMEUF

Paraissant le Mardi, le Jeudi et le Samedi

**ABONNEMENTS**

	un an	six mois
Département du Cantal . . . . .	20 fr.	11 fr.
Tous les autres départements . . . . .	22 »	12 »
Espagne et Union postale . . . . .	40 »	25 »

L'abonnement payable d'avance continue jusqu'à avis contraire

Rédaction et Administration : 6, Rue Marie Maurel AURILLAC

Chèques Postaux : 74-81, Clermont-Ferrand

A toute demande de renseignement joindre un timbre pour la réponse

**TARIF DES INSERTIONS**

Annonces diverses . . . . .	1 fr. la ligne
Réclames dans la Chronique locale . . . . .	3 » —
Annonces judiciaires . . . . .	1 50 —

Toute la publicité est reçue au bureau du journal.

## La philosophie d'un scandale

Depuis un mois la presse a fait déferler sur ce pays une vague d'inquiétude qui n'a pas atteint également les diverses classes de notre Société, mais a cependant jeté, dans tous les milieux, un trouble manifeste et profond.

Pourquoi ce trouble devant une escroquerie, qui, tout compte fait, ne paraît toucher l'épargne publique que dans une proportion tout à fait médiocre (1 million 200.000 francs) et dont l'ampleur générale semble loin d'atteindre le montant des grandes escroqueries que nous avons connues dans ces dernières années ?

Pourquoi reste-t-il de l'effervescence factice créée par certains milieux politiques, dans des buts que nous aurons l'occasion d'analyser et par des moyens que nous aurons à tâche de dévoiler, un malaise persistant ?

C'est qu'en s'efforçant de greffer un scandale politique sur l'escroquerie Stavisky, les ennemis du régime (car actuellement, il ne s'agit plus que de la vie ou de la mort du régime) ont été amenés à faire, imprudemment pour eux, le procès de toute une Société.

Le procès Stavisky, procès du Parlement ? Non. Il n'y a jusqu'ici que deux députés compromis : l'un comme maire de la commune où le scandale a éclaté ; l'autre comme avocat de Stavisky, avant d'être député, par conséquent en dehors du Parlement.

Mais procès, par contre, de cette haute Société parisienne qui restait en extase devant les dépenses somptueuses de l'escroc, devant les toilettes magnifiques de sa femme, se trouvait honorée de l'amitié et de la fréquentation du couple qui, pendant plusieurs saisons, a trouvé à Deauville le succès mondain que l'on a connu.

Procès aussi de cette magistrature qui, depuis La Fontaine, reste impitoyable pour les petits et indulgente pour les forts, chez qui la lenteur et la négligence, plutôt certainement que la corruption, semblent être une règle et une méthode.

Procès du monde du barreau qui, dans sa déformation professionnelle, semble parfois perdre la notion des culpabilités.

Procès d'une partie de la presse, de la grande presse surtout, qui, dans une « américanisation » trop intense, sacrifie aux besoins de l'information sensationnelle, le souci de la vérité et de la tenue.

Procès des grands Conseils d'Administration où se rencontrent certains dignitaires de notre République dont l'austère intégrité s'arrête devant les jetons de présence.

Le scandale provoqué a montré partout le laisser-aller le plus absolu, a étalé la corruption la plus arrogante dans les classes qui vivaient sur une réputation d'honneur et de dignité. Le sentiment du scrupule et du devoir émoussé dans la haute Société, la gangrène des milieux qui avaient la prétention de représenter une élite, ont provoqué ce malaise fait d'inquiétude et de dégoût, qui se répand aujourd'hui dans tout le pays.

Le peuple, celui des villes et des campagnes, sent toute sa supériorité morale. Il a sa vengeance. Il pourrait avoir son triomphe. Cette corruption des mœurs, cet affaiblissement moral, il les sentait d'une façon confuse, mais profonde cependant. Il s'en est indigné et par ses votes de 1924 et 1932, il a montré la révolte de sa conscience. Mais il reste un peu stupéfait devant les ravages causés dans la moralité publique par cet après-guerre fait d'une facilité que l'on pleure, qui a cependant précipité par l'abandon des vertus populaires, la décadence de notre civilisation.

Paul CRUTEL, député.

# L'AVENIR DU CANTAL

Journal de la Fédération du Parti Radical & Radical-Socialiste

Fondateur 1880 :

AUGUSTE BANCHAREL

Téléphone 332

ORGANE D'UNION DES GAUCHES

Téléphone 332

Directeurs :

A. ROBERT &amp; F. ROMEUF

Paraissant le Mardi, le Jeudi et le Samedi

ABONNEMENTS	un an	six mois
Département du Cantal . . . . .	20 fr.	11 fr.
Tous les autres départements . . . . .	22 »	12 »
Espagne et Union postale . . . . .	40 »	25 »

L'abonnement payable d'avance continue jusqu'à avis contraire

Rédaction et Administration : 6, Rue Marie Maurel AURILLAC

Chèques Postaux : 74-81, Clermont-Ferrand

A toute demande de renseignement joindre un timbre pour la réponse

## TARIF DES INSERTIONS

Annonces diverses . . . . .	1 fr. la ligne
Réclames dans la Chronique locale . . . . .	3 » —
Annonces judiciaires . . . . .	1 50 —

Toute la publicité est reçue au bureau du journal.

## LE SABOTAGE DE LA REPUBLIQUE

Il serait criminel et fou, dans les circonstances présentes, d'écrire un seul mot qui puisse exciter des passions déjà furieuses. Le journaliste d'ailleurs ne doit à ses lecteurs que la vérité, qui doit être regardée froidement.

Où en sommes-nous ? Que vient-il de se passer ?

Paris a vécu, dans la nuit de mardi à mercredi, des heures troubles et sanglantes. Le gouvernement de M. Daladier, résolu à maintenir l'ordre dans la rue comme à poursuivre énergiquement l'œuvre d'épuration réclamée par la conscience publique après les scandales politico-financiers de ces dernières semaines, venait d'obtenir pour cette tâche courageuse et difficile la confiance du Parlement, la confiance de la représentation légale du pays.

Mais dans la rue une autre volonté s'affirmait. Des agitateurs organisaient une émeute et tentaient de se rendre maîtres du Palais-Bourbon. Le sang a coulé. Il y a eu des morts. On a vu, dans la nuit sinistre, des forcenés jeter des gardiens de la paix à la Seine, des brutes éventrer des chevaux.

Le lendemain, M. Daladier, informé que d'autres émeutes étaient préparées et convaincu qu'il serait nécessaire de faire appel à la troupe pour maintenir l'ordre, a décidé de donner sa démission pour éviter une nouvelle effusion de sang.

C'est là un geste qui honore le grand républicain qu'est M. Daladier, et les mères françaises lui sauront un gré infini d'avoir refusé de vouer leurs enfants de 20 ans à une besogne d'assassins.

A celui, quel qu'il soit, qui prendra la succession de M. Daladier et qui se consacrera sans retard et sans défaillance à l'œuvre d'apaisement que le pays réclame, nous souhaitons de réussir dans sa tâche et nous lui apporterons, de grand cœur, notre modeste concours.

Mais ce que nous ne saurions accepter à aucun prix, ce que personne n'accepterait dans le pays, c'est que les événements de mardi puissent se renouveler, c'est qu'une poignée d'agitateurs et de factieux prétende imposer sa loi à la capitale et au pays, fasse couler le sang français.

Nous réclamons une enquête prompte et des sanctions impitoyables. Le régime républicain ne serait qu'une formidable duperie si les libertés qu'il consacre ne bénéficiaient qu'à ses ennemis, si le gouvernement, expression légale du pays, était à la merci d'une émeute de l'écume parisienne.

La tâche des chefs républicains doit être maintenant de crier sans relâche la vérité devant le pays. Le pays, dans son immense majorité, est sain et honnête. Il est attaché au régime. Il saura prendre sa revanche sur les factieux de la capitale, une revanche silencieuse, par les voies de la légalité.

Et si à sa volonté, une fois encore exprimée dans la plénitude de ses droits souverains, des menées fascistes ou royalistes tentaient encore de faire échec, c'est l'immense armée des travailleurs de ce pays qui se dresserait demain tout entière, pour sauver la Liberté et la République.

DEMOS.

# APRÈS L'ÉMEUTE

Paris a connu mardi un spectacle unique dans ses annales. Les hommes « d'ordre » sont descendus dans la rue pour y organiser minutieusement une soirée d'émeute, propre à servir leurs desseins politiques. Ces « manifestants » d'un type nouveau ont, durant des heures, renversé des autobus auxquels ils ont mis le feu, dressé des barricades, démoli des becs de gaz, assailli à main armée les agents et les gardes mobiles, incendié les bâtiments publics.

Du sang a coulé sur le pavé parisien. Des hommes généreux, dont on excitait les passions depuis plusieurs semaines, ont payé leur exaltation de leur vie. Des deux côtés : du côté de l'émeute et du côté de la répression, les victimes sont nombreuses. Personne qui ne déplore ces douloureux incidents.

Mais que penser de ceux qui les ont provoqués par leurs excitations quotidiennes, qui sont restés à l'abri, tandis qu'une jeunesse ardente se précipitait dans la rue.

Paris certes a connu déjà bien des mouvements populaires. C'est la première fois que la bagarre y est aussi monstrueusement organisée pour des fins purement politiques, sans autre lien au surplus entre les émeutiers qu'un désir commun d'agitation et de violence.

## La décision de M. Daladier

M. Daladier, sachant que de nouvelles « manifestations » dans le style de celles de mardi étaient prévues, a préféré « pour éviter toute effusion de sang » quitter le pouvoir.

« Je ne veux pas, a-t-il déclaré avec émotion, faire tirer sur la foule par des soldats. De nouvelles forces de gardes mobiles ne suffiraient pas. Je ne veux pas exposer la vie des enfants de 20 ans qui font leur service militaire. Non je ne le veux pas. »

C'est après avoir conféré dans la matinée avec ses principaux collaborateurs, avec les présidents des deux

Chambres et avec diverses personnalités politiques, notamment MM. Herriot, Léon Blum et Frossard que M. Daladier a pris sa décision.

Le président de la République en a été avisé au début de l'après-midi. Il est entré en communication immédiatement avec M. Gaston Doumergue. Celui-ci a demandé tout d'abord quelques instants de réflexion. Après quoi il a accepté en principe la mission qui lui était offerte.

## Le triste bilan

Après la sanglante journée d'émeute de mardi, l'effervescence a sensiblement décliné à Paris. Cependant, dans la soirée de mercredi de nombreux incidents isolés se sont produits qui ont augmenté le triste bilan des échauffourées de la veille.

De source officielle, le chiffre des morts serait de 10 et celui des blessés hospitalisés de 132.

M. Delavenne, fils du châtelain de Conros, et conseiller municipal de Paris, est blessé d'une balle.

## Mesures de deuil

En raison des événements douloureux qui se sont produits mardi, tous les drapeaux des édifices publics ont été mis en berne et les théâtres subventionnés n'ont pas joué mercredi soir.

## Maurras sera poursuivi

M. Charles Maurras, directeur de l'« Action Française » sera poursuivi pour provocation au meurtre.

## La C.G.T. décide la grève de 24 heures pour lundi

La Confédération Générale du Travail communique la note suivante :

La commission administrative de la Confédération Générale du Travail a décidé que contre les menaces de fascisme et pour la défense des libertés publiques, une grève générale, limitée à 24 heures devra être effectuée le lundi 12 février.

# L'AVENIR DU CANTAL

Journal de la Fédération du Parti Radical & Radical-Socialiste

Fondateur 1890 :  
AUGUSTE BANCHAREL

Téléphone 333

**ORGANE D'UNION DES GAUCHES**

Téléphone 333

Directeurs :  
A. ROBERT & F. ROMEUR

Paraissant le Mardi, le Jeudi et le Samedi

**ABONNEMENTS**

	un an	six mois
Département du Cantal . . . . .	20 fr.	11 fr.
Tous les autres départements . . . . .	22 »	12 »
Espagne et Union postale . . . . .	40 »	25 »

L'abonnement payable d'avance continue jusqu'à avis contraire

Rédaction et Administration : 6, Rue Marie Maurel AURILLAC

Chèques Postaux : 74-81, Clermont-Ferrand

A toute demande de renseignement joindre un timbre pour la réponse

**TARIF DES INSERTIONS**

Annonces diverses . . . . . 1 fr. la ligne  
Réclames dans la Chronique locale . . . 3 » —  
Annonces judiciaires . . . . . 1 00 —  
Toute la publicité est reçue au bureau du journal.

**POUR LA PROBITÉ ET LA LIBERTÉ**

**CONTRE LE FASCISME**

## UN APPEL

de la

**Ligue des Droits de l'Homme  
au Peuple de France**

—:0:—

Le sang a coulé, et il est affreux qu'au lendemain même de la guerre, des hommes tuent encore des hommes.

Les bandes de l'Action Française et des Jeunesses Patriotes, fanatisées par d'abominables excitations et appuyées par les Croix de Feu, sont seules responsables, devant la conscience humaine, de la tuerie du 6 février.

La Ligue des Droits de l'Homme constate avec tristesse que c'est sous le signe du fascisme que s'est constitué un gouvernement qui se dit d'Union nationale.

Mais, à côté des royalistes et des fascistes qui ont voulu instaurer en France, à coups de revolver, un régime hitlérien, il y a des milliers de braves gens qui ont voulu et qui ont cru manifester pour la probité contre les voleurs.

A ces braves gens, la Ligue des Droits de l'Homme crie : On vous a trompés !

trompés !

Les hommes qui veulent la lumière totale et le nettoyage complet — ce ne sont pas les politiciens de Droite, qui ont couvert ou ménagé les responsables de l'affaire Hanau, de l'affaire Oustric, de l'Aéropostale, des profiteurs de la banque de Bâle — ce sont les vrais républicains.

Nous sommes indignés et écœurés, nous Ligueurs, par la succession des scandales politico-financiers.

Nous sommes indignés et écœurés par l'attitude des hommes politiques qui ont secondé l'escroc Stavisky.

Nous sommes indignés et écœurés par l'attitude du Préfet de Police qui a accordé une audience à cet escroc, comme par les défaillances des magistrats et des fonctionnaires qui lui ont assuré l'impunité.

Nous sommes, hommes de gauche, doublement indignés et écœurés en constatant que parmi les coupables, il se trouve des hommes de gauche.

C'est pourquoi la Ligue des Droits de l'Homme demande :

1° Que soit constitué un Gouvernement d'hommes indiscutablement probe, qui fasse pleine lumière et rapide justice, sans aucune considération de personnes ou de partis ;

2° que tous les partis politiques, en commençant par les partis de gauche, fassent sans pitié ni délai leur police morale.

La Ligue des Droits de l'Homme ajoute que cette œuvre de salubrité morale ne peut être menée à bonne fin que dans le respect de la liberté — car, le jour où l'opinion sera servie, tous les fripons seront saufs.

Avec tous les Républicains la Ligue crie, contre tous les coquins et tous les fascistes :

*Probité ! Liberté !*

# CHRONIQUE LOCALE

## CONTRE LE FASCISME

### Pour la défense de leur liberté et de leurs droits les travailleurs manifestent à Aurillac

L'ampleur du mouvement antifasciste à Aurillac a décontenancé la réaction comme elle a dépassé les espérances de ses initiateurs. Le sang-froid, la dignité des manifestants sont au-dessus de tout éloge. Ils ont favorablement impressionné la population tout entière qui reconnaît dans cette démonstration imposante une longue tradition d'amour de la liberté et de défense républicaine.

Dès samedi soir, de multiples syndicats tenaient leurs assises, la plupart décident à de grosses majorités la grève générale pour la journée du lundi.

Dimanche matin, à dix heures, une réunion plénière des grévistes était convoquée à la Bourse du Travail. Bientôt la salle se révélait trop petite pour contenir la foule des manifestants, et un premier cortège se formait jusqu'à la Salle des Fêtes.

Là, dans un grand enthousiasme, des orateurs de diverses tendances firent approuver le mot d'ordre de grève, précisèrent dans un ordre du jour la signification qu'ils assignaient à ce geste, à savoir leur volonté de barrer la route au fascisme, et un second cortège de plus de 1.000 manifestants s'achemina jusqu'à la Préfecture.

Naturellement, en cette belle journée de dimanche le Préfet était absent, et les manifestants ne purent que solliciter une audience pour la journée du lendemain.

C'est en effet lundi matin, c'est-à-dire le jour même de la grève, que les organisateurs avaient convié la population d'Aurillac à s'associer en masse à la lutte pour la liberté.

Cet appel fut entendu. Deux mille personnes environ se pressaient à la salle des fêtes où successivement M. Deixonne, au nom du parti socialiste et de la C.G.T., M. Nogarède, au nom de la Fédération autonome, M. Dubief, au nom des chômeurs, M. Salgues, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, M. Escouroux, au nom du syndicat unitaire et M. Renac au nom des Syndicats confédé-

rés, démontrèrent que les scandales financiers ne pouvaient être supprimés ni par le fascisme dont le sort est lié à celui du capitalisme, ni par un gouvernement de gloires usagées qui se retrouvent comme par hasard dans les conseils d'administration les plus en vue.

L'ordre du jour qu'on lira ci-dessous, et qui fut voté par l'assemblée unanime, place tout son espoir dans le gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

C'est cet ordre du jour que, bureau en tête, l'assemblée porta à la Préfecture. Non sans avoir préalablement défilé autour du Square, où de nombreux curieux pouvaient admirer au passage de belles pancartes multicolores : « Chiappe en prison », « A bas les escrocs », « Vive la République des Travailleurs », etc...

Cette fois le Préfet était présent. Après avoir hésité pour savoir s'il recevrait certaines organisations participantes, il finit par accepter, dans un but d'apaisement, de recevoir sept délégués choisis par les organisateurs.

Bientôt le citoyen Deixonne, du haut des grilles de la Préfecture, pouvait annoncer aux applaudissements de la foule, que le Préfet acceptait l'ordre du jour des manifestants, s'engageait à le transmettre au gouvernement et se refusait à mettre sur le même plan les énergumènes de droite qui ont pillé Paris et les travailleurs organisés, défenseurs de nos libertés.

Alors la foule se disperse, emplissant les rues avoisinantes. Gros succès pour les organisations d'avant-garde. Mauvaise journée pour les apprentis dictateurs.

#### ORDRE DU JOUR

La population d'Aurillac se déclare solidaire des grévistes en lutte pour la défense des libertés publiques, proclame sa volonté de barrer la route au fascisme, et décide de rester unie, non pour défendre un régime générateur de corruption et de scandale, mais pour faire de la République, conformément à la pensée de ses créateurs, le gouvernement des travailleurs.

# L'AVENIR DU CANTAL

Journal de la Fédération du Parti Radical & Radical-Socialiste

Fondateur 1880 :  
AUGUSTE BANCHAREL

Téléphone 332

ORGANE D'UNION DES GAUCHES

Téléphone 332

Directeurs :  
A. ROBERT & F. ROMEUF

Paraissant le Mardi, le Jeudi et le Samedi

ABONNEMENTS	un an	six mois
Département du Cantal . . . . .	20 fr.	11 fr.
Tous les autres départements . . . . .	22 »	12 »
Espagne et Union postale . . . . .	40 »	25 »

Rédaction et Administration : 6, Rue Marie Maurel AURILLAC

Chèques Postaux : 74-81, Clermont-Ferrand

TARIF DES INSERTIONS

Annonces diverses . . . . .	1 fr. la ligne
Réclames dans la Chronique locale . . . . .	3 » —
Annonces judiciaires . . . . .	1 50 —

Toute la publicité est reçue au bureau du journal.

L'abonnement payable d'avance continue jusqu'à avis contraire

A toute demande de renseignement joindre un timbre pour la réponse

## Moralité d'un scandale

La Chambre n'a pas accepté la nomination d'une commission d'enquête au sujet de l'affaire Stavisky et « a fait confiance au Gouvernement pour remplir tout son devoir ».

Les interpellations au sujet de cette énorme escroquerie ont donné lieu à de longs débats, parfois mouvementés, souvent passionnés, et dont la conclusion reste imprécise.

Nous ne voulons pas rappeler ici tous les détails d'une affaire dont le mécanisme est aujourd'hui connu de tous.

Elle montre l'impuissance et la profondeur de la crise de moralité que traverse notre temps. Elle prouve les dangers de ces habitudes de camaraderie, de familiarité, de facile complaisance qui ont peu à peu envahi toutes les classes de la société actuelle et qui font courir au régime le plus grave des dangers.

La notion de l'honnêteté et du douteux, voire même du malhonnête, s'est, du fait de la guerre, singulièrement émoussée dans tous les milieux. Les mots ont perdu la plus grande partie de leur valeur, et, que ce soit dans les réunions ou dans les assemblées, les contradicteurs oublient avec une étrange facilité les insultes qu'ils se sont jetées publiquement à la face.

L'injure, la calomnie sont devenues des armes courantes, presque reconues et le chantage le plus odieux ne reçoit que trop rarement un châtement mérité.

L'habitude est prise de voir n'importe qui, de serrer des mains sans savoir et de donner du « cher ami » sans bien connaître à qui l'on s'adresse.

C'est dans une pareille atmosphère de relâchement moral que peuvent naître des escroqueries du genre de celle qui passionne l'opinion ; c'est même dans cette seule ambiance qu'elle pouvait trouver un aliment facile.

Il est temps de se ressaisir. L'affaire Stavisky est une des dernières occasions d'obtenir une sorte de renaissance morale. Il faut que tous ceux qui, de près ou de loin, sciemment ou inconsciemment, par intérêt, par négligence ou par veulerie, ont facilité de quelque manière que ce soit cette escroquerie, soient rapidement et sévèrement punis. Rien ne doit arrêter l'action de la justice : aucune considération politique ou sentimentale ne doit intervenir.

N'oublions pas que si en mai 32 le pays a donné la majorité de ses suffrages aux républicains, c'est qu'il était écœuré de l'atmosphère de scandales dans laquelle il était plongé. Il a eu confiance en notre probité et notre fermeté pour assainir cette atmosphère.

Il est hors de question de savoir si un parti a eu plus de torts qu'un autre.

Le Parti Radical est un parti honnête avant tout. Assumant les charges du Gouvernement il n'acceptera pas de laisser subsister la crise de moralité sans intervenir vigoureusement.

Mieux que par des mots, il poursuivra, comme l'a très bien dit Martinand Deplat, des modifications législatives dont la nécessité a été rendue encore plus nécessaire à la suite de ce scandale.

La notion de responsabilité, notamment, est ou trop complète ou nulle.

Il est notoire que les chefs de service gouvernement souvent plus que leurs ministres. Ils devront désormais, chacun dans leur attribution, prendre leur part de responsabilité au lieu de la laisser reposer seule, pleine et entière, sur un ministre dont la charge est écrasante.

Gardons-nous de décevoir le pays ; ce serait plus qu'une faute, ce serait une trahison.

(Le Radical).